

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARC EN CIEL RECYCLAGE

ZA Le Grand Champ
38140 Izeaux

Références : 2025 - Is220-3SD
Code AIOT : 0006102897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement ARC EN CIEL RECYCLAGE implanté Z.I. du Moirond 38420 Domène. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARC EN CIEL RECYCLAGE
- Z.I. du Moirond 38420 Domène
- Code AIOT : 0006102897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARC-EN-CIEL RECYCLAGE exploite à Domène des installations de tri, transit et regroupement de différents types de déchets (déchets dangereux et non dangereux, métaux,

papiers/cartons, véhicules hors d'usage). Ces activités relèvent du régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD38-2024-04-02 du 3 avril 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures constructives	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.7	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.3	Sans objet
3	Points de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/04/2025, article 3.2.1	Sans objet
4	Etude hydraulique des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 3.4.4	Sans objet
6	Stockage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 2.5	Sans objet
7	Hauteur des stockages	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.3.3	Sans objet
8	Incompatibilités	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.13	Sans objet
9	Incompatibilités - Rétention	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.2	Sans objet
10	Broyage	Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 2.3.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de l'inspection du 12 juin 2025, plusieurs non-conformités ont été relevées. En particulier :

- les dispositifs coupe-feu dans le bâtiment stockage ne sont pas présents, et l'armoire de stockage des déchets dangereux n'est pas située à l'endroit prévu dans le dossier d'autorisation ;
- la vanne de sectionnement du bassin de rétention n'est pas asservie à la détection incendie.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'installation de broyage initialement prévue, certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral ne sont donc plus adaptées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.1		
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie		
Prescription contrôlée :		
Bâtiment/local		
	Murs et planchers	Parois séparatives
Bâtiment Stockage	Bardage métallique avec mur en parpaings en partie basse : 2,5 m	Les trois zones de stockage sont séparées par des cloisons amovibles CF de 2,5 m de hauteur.
Bâtiment central	Bardage métallique avec mur en parpaings en partie basse 2,5 m	Armoire coupe-feu dans le bâtiment pour le stockage des « liquides inflammables »
Alvéoles stockages bois A et bois B (zone A du stockage non couverte)	Les murs de l'enceinte sont en béton sur 2,5 m sur lequel est apposé un bardage métallique de 3 m de hauteur.	Alvéoles bloc béton de 0,80 m d'épaisseur de 4 m de haut sur 3 faces
Stockage vrac de DND (zone E du stockage non couverte)	Les murs de l'enceinte sont en béton sur 2,5 m sur lequel est apposé un bardage métallique de 3 m de hauteur.	./
Alvéole de DeeE (zone F du stockage non couverte)	Les murs de l'enceinte sont en béton sur 2,5 m sur lequel est apposé un bardage métallique de 3 m de hauteur.	Alvéoles bloc béton de 0,80 m d'épaisseur de 2,5 m de haut sur 3 faces

<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les cloisons amovibles coupe-feu ne sont pas présentes dans le bâtiment stockage. Cependant, les déchets entreposés dans ce bâtiment ne sont pas ceux prévus initialement (cartons et plastique), mais plutôt des déchets de métaux.</p> <p>L'inspection constate également que l'armoire coupe-feu contenant les déchets dangereux n'est pas située dans le bâtiment central mais à l'extérieur.</p> <p>Les stockages extérieurs sont organisés en alvéoles constituées de blocs bétons.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place les murs coupe-feu prévus ou justifier d'un niveau de risque équivalent en l'absence de murs coupe-feu étant donné la nature des déchets stockés.</p> <p>L'exploitant doit justifier que le nouvel emplacement de l'armoire des déchets dangereux n'est pas susceptible de générer des effets thermiques à l'extérieur du site en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport de vérification des installations électriques en date du 6 mars 2025. Quelques non-conformités sont relevées sur le réseau basse tension. Un devis et une facture des travaux de remise en état ont également été transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2025, article 3.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>

Prescription contrôlée :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°3	eaux usées industrielles provenant de l'aire de lavage et eaux pluviales de voies de circulation et les eaux de toiture	réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle (regard près de l'entrée du site, rue Moyrond)	réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle	Autorisation, convention...

Constats :

L'Inspection constate que les eaux pluviales et les eaux provenant de l'aire de lavage sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle après passage dans un séparateur d'hydrocarbure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection l'autorisation de déversement dans le réseau d'eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etude hydraulique des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 3.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra réaliser dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté une étude hydraulique des réseaux dans le but de vérifier qu'aucun puits perdu n'est présent sur le site.

Constats :

<p>L'exploitant a réalisé une étude hydraulique des réseaux. Celle-ci fait état de cinq regards à réhabiliter, et de l'existence d'un réseau d'eaux pluviales de toiture et d'un réseau d'eaux pluviales de voiries se rejoignant avant passage par le séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Des analyses semestrielles sont réalisées en sortie du séparateur d'hydrocarbures. Les analyses réalisées en novembre 2024 ne présentent pas de dépassement des VLE de l'arrêté du 2 février 1998.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'Inspection l'étude hydraulique réalisée et un programme de travaux concernant les regards à réhabiliter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Rétention et confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'une rétention étanche des eaux d'extinction des eaux d'incendie d'un volume disponible de 360 m³ avec une vanne d'isolement obturatrice étanche avec motorisation et asservissement à la détection incendie permettant d'isoler le bassin du réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle et du séparateur hydrocarbures. La motorisation et l'asservissement à la détection incendie est réalisée dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté. L'entretien préventif de la rétention et de la vanne motorisée ainsi que sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate qu'un bassin d'un volume de plus de 360 m³ est présent sur le site, et qu'une vanne d'isolement en sortie est présente. Cependant, la vanne n'est pas encore motorisée et asservie à la détection incendie. L'exploitant indique que la vanne de sectionnement sera asservie à la détection au cours de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre l'asservissement de la vanne de sectionnement à la détection incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Stockage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets dangereux

Prescription contrôlée :

Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).

Constats :

L'Inspection constate que les déchets dangereux sont stockés dans l'armoire coupe feu (à l'extérieur du bâtiment), ainsi que dans le bâtiment central (benne batterie, déchets d'amiante, D3E et emballages souillés). Les conteneurs de déchets dangereux ne sont pas superposés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les actions correctives liés à l'armoire de déchets dangereux sont détaillés dans le constat n°1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Hauteur des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Inondation

Prescription contrôlée :

- les autres produits dangereux du site sont stockés sur des rétentions à une hauteur de +0,5 mètre.

Constats :

L'Inspection constate que les déchets dangereux entreposés dans l'armoire coupe-feu sont bien stockés sur rétentions et à plus de 0,5 mètre de hauteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Incompatibilités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.1.13

Thème(s) : Produits chimiques, Incompatibilité

Prescription contrôlée :

<p>Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate qu'en dehors des batteries, de certains D3E et des déchets contenant de l'amiante, tous les déchets dangereux sont stockés dans une armoire coupe-feu composée de deux compartiments. Les règles de stockage de produits incompatibles sont rappelées sur cette armoire.</p> <p>En revanche, il n'y a pas d'indications écrites sur les emplacements à utiliser pour les produits incompatibles afin de respecter l'éloignement prescrit. Ce point pourra faire l'objet d'une prochaine inspection afin de vérifier la maîtrise des règles d'incompatibilité par les agents du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Incompatibilités - Rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 6.2</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Incompatibilités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'armoire coupe-feu des déchets dangereux est composée de deux compartiments équipés de rétention distinctes. Pour que cette disposition soit utile, il est nécessaire que les agents respectent les règles de stockage liées aux incompatibilités. Ce point pourra être vérifié lors d'une prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Broyage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2024, article 2.3.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différentes aires de traitement des déchets (broyage) sont distinctes et clairement repérées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que l'installation de broyage n'est pas mise en œuvre sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

